

entraînent des réactions prévisibles, reconnaissables et concrètes.

Comme d'autres conflits à travers le monde, celui de l'ex-Yougoslavie était entièrement évitable. Les signes étaient très clairs en 1987, mais la communauté internationale a choisi de ne pas les voir. Si nous avions pris des mesures à ce moment-là, nous aurions pu prévenir des centaines de milliers de morts, le déplacement de millions de personnes et une tragédie humaine si terrible qu'aucun de nous ne peut vraiment la comprendre.

Notre pays peut jouer un rôle de chef de file car c'est l'un des rares pays sur la planète qui, au sein de la communauté internationale, possède le pouvoir de persuasion nécessaire pour convaincre nos voisins du Sud de mettre sur pied le vaste cadre de consolidation de la paix, de pacification et de prévention des conflits qui s'impose.

En plus des Nations Unies, nous pourrions aussi faire appel aux grandes institutions financières internationales à titre de leviers économiques non militaires et peu dispendieux, qui contribueraient à la prévention en dissuadant les divers groupes à risque de s'engager dans les conflits et en incitant tous les groupes à opter pour la paix au lieu d'emprunter la route de la guerre.

Je remercie les députés d'avoir autorisé la prolongation du débat et j'espère que ce débat d'aujourd'hui nous permettra d'apporter une contribution efficace, non pas nécessairement grâce à nos troupes de combat, mais grâce à ces initiatives de paix où le Canada excelle.

**M. John Richardson (Perth—Wellington—Waterloo, Lib.):** Madame la Présidente, je siége à la Chambre et j'écoute. Cela me fait penser à quelqu'un qui marche sur une lame de rasoir et qui a peur de glisser. Je pense que c'est ce que font les députés d'en face. Qu'est-ce qu'ils entendent par sécurité collective? La personne à droite sera là lorsqu'on en aura besoin. C'est une question de confiance. On croit que quelqu'un va faire ce qui s'impose. Je pense que le tiers parti met vraiment à côté de la plaque dans tout ce débat en essayant de se faire des amis d'un côté et de l'autre.

• (1930)

Je veux savoir si le député comprend la notion de sécurité collective au sein de l'OTAN.

**M. Martin (Esquimalt—Juan de Fuca):** Madame la Présidente, nous comprenons ce qu'on entend par sécurité collective. J'ai précisé très clairement dans mon discours que la paix dans l'ex-Yougoslavie passait par un certain nombre de voies. Une des solutions consiste à avoir recours à des unités de combat.

Comme son collègue l'a mentionné tout à l'heure, nos troupes éprouvent des problèmes à cause d'un manque de matériel et du fait de la fréquence des périodes d'affectation en ex-Yougoslavie. Les soldats sont très fatigués et ont besoin de repos.

### *Initiatives ministérielles*

Quoi qu'il en soit, le Canada peut apporter une contribution utile. J'ai notamment parlé d'ingénieurs militaires qui pourraient participer à la mise sur pied de l'infrastructure voulue en Bosnie. En effet, si les gens de la Bosnie ne peuvent pas compter sur l'infrastructure nécessaire, si leur économie ne leur offre pas les moyens de subvenir à leurs besoins essentiels, on sèmera alors tous les germes de conflits futurs.

L'IFOR n'est qu'un pis-aller. Il y a une réserve de soldats qu'on n'utilise pas à l'heure actuelle, une réserve de soldats dans la sphère d'influence de la Bosnie. Je veux parler des forces de l'Union européenne.

Je le répète, les Européens ont 50 000 soldats. On ne les utilise nulle part, et ils sont bien équipés. Quel meilleur endroit pourrait-on choisir pour leur donner la possibilité de mettre à l'essai leurs techniques et leur entraînement que l'ex-Yougoslavie, la Bosnie d'aujourd'hui? Ils peuvent le faire dans un environnement contrôlé, sous la direction de soldats aguerris qui sont là maintenant, les Américains, les Français et les Britanniques. Ils pourraient apprendre les techniques et les outils nécessaires pour devenir une force efficace de pacification, ainsi que de consolidation et de maintien de la paix.

À l'avenir, j'espère que les troupes de l'Union européenne pourront assumer un rôle de leadership pour ce qui est de veiller à ce que l'IFOR poursuive son mandat et qu'on continue d'assurer en Bosnie une paix non pas à court terme, mais à long terme. Il ne faut pas qu'on assiste à nouveau aux brutalités dont nous sommes témoins depuis cinq ans.

Nous devons contribuer à cela. Nous pouvons faire participer les populations civiles au processus de pacification en ex-Yougoslavie. Comme je l'ai mentionné dans mon discours, plusieurs possibilités s'offrent à nous sur ce plan.

**M. Ron MacDonald (Dartmouth, Lib.):** Madame la Présidente, j'ai déjà eu à croiser le fer avec ce député. Il est en général assez catégorique quand il adopte une position.

Je lui demande de se montrer catégorique. Le député vient de m'entendre exprimer on ne peut plus clairement mon appui. Ce qui me préoccupe, c'est de savoir si, par le truchement du processus budgétaire, les forces armées canadiennes obtiennent les ressources nécessaires pour se doter du meilleur matériel qui soit afin d'accomplir la tâche que nous leur confions.

Je pose au député d'en face une question qui le concerne personnellement. Qu'il oublie son parti. Il sait ce que j'ai dit de son parti et de sa position. Qu'il me dise si, oui ou non, il est d'accord avec l'idée que les Forces canadiennes participent à l'IFOR. Oui ou non?

Le député d'en face croit peut-être que c'est la tribune idéale pour discuter des moindres détails de ce que serait la mission des forces armées canadiennes là-bas. Il devrait savoir que ces détails seront arrêtés en collaboration avec les autres membres de cette force collective.

L'appuie-t-il, avec ou sans réserves, oui ou non?